

La réception localisée des dispositifs de soutien au commerce rural. Etude de cas du programme 1 000 cafés.

Doctorant

Arno LIZET

Doctorant en Science Politique à Sciences Po (CEE / LIEPP) sous la direction de Laurie Boussaguet et Florence Faucher et en convention CIFRE avec l'association 1 000 cafés depuis octobre 2022.

Thèmes de recherche : **sociologie de l'action publique, mondes ruraux, socialisation politique, travail**

Contact – arno.lizet@sciencespo.fr

Formation

2022 – Sciences Po – Master 2 Recherche en Politique Comparée

2020 – Sciences Po – Bachelor en Politique et Gouvernement
Echange erasmus – University of Edinburgh
Programme Public Health in Europe (Sciences Po – Northwestern University)

2020 – Rennes 2 – Licence 3 en Sociologie

Depuis les années 1960, suite à la délocalisation des activités économiques, la diminution de la population dans les mondes ruraux et l'implantation des grandes surfaces sur le territoire, les commerces de proximité ruraux ferment massivement faute de vivier de clientèle suffisant pour se maintenir. Cette situation a fait l'objet de plusieurs problématiques et mises à l'agenda public puis politique depuis 1974. Malgré des acteurs, contextes organisationnels et institutionnels, et des problématiques différentes de la fermeture de ces commerces, **l'instrumentation du soutien au commerce rural est restée similairement structurée autour du modèle entrepreneurial de celui-ci**. A travers le programme 1 000 cafés, innovation privée développée en 2019, il s'agit donc de comprendre **les conditions de la résurgence de ces instruments en s'intéressant à leur réception localisée par les élus municipaux ruraux en charge de la gestion commerciale**.

Le commerce rural entre différents secteurs de l'action publique

Depuis 1974, le soutien au commerce rural a outillé **diverses politiques publiques** faisant de leur fermeture massive un problème dont l'action publique doit se saisir : inégalités territoriales en termes d'accès aux services (Etat : 1974, 1989, 1993) ; disparition des lieux publics de maintien du lien social (Etat : 2023, Service en tête : 2017 ; Comptoirs de campagne : 2018 ; 1 000 cafés : 2019) ; diminution de l'attractivité des bourgs ruraux (Etat : 2020) ou perte d'une identité rurale authentique (Etat : 2023). Le commerce rural est donc une **catégorie d'action publique située entre différents secteurs de l'action publique** : la politique commerciale, la politique d'aménagement du territoire, et une politique rurale ayant plus récemment fait l'objet d'une mise à l'agenda public et politique suite au mouvement des Gilets Jaunes.

1 000 cafés, un programme multi-échelles entre différenciation et standardisation de l'action publique

Issu du Groupe SOS en 2019, regroupement associatif et entrepreneurial de l'ESS, le programme 1 000 cafés émerge avec une interprétation particulière du mouvement des Gilets Jaunes : il existerait un sentiment de relégation des centralités sociales, économiques et politiques dans les mondes ruraux. Au problème des inégalités territoriales dans l'accès aux espaces de création de lien social, 1 000 cafés tente alors **d'apporter une solution par la réouverture de cafés multiservices en définissant le commerce de proximité par sa fonction sociale**. Pour cela, 1 000 cafés s'appuie sur des **municipalités** rurales volontaires et disposant d'un local commercial en offrant divers **instruments financiers et de professionnalisation** à destination des élu-e-s municipaux et des entrepreneur-e-s.

Si 1 000 cafés apparaît à un moment particulier de mise à l'agenda politique des inégalités territoriales, l'acquisition des locaux commerciaux par les municipalités et le rôle de celles-ci dans la gestion commerciale en zone rurale **ne sont toutefois pas nouveaux** : diverses politiques publiques les y ont poussées depuis 1974. Ainsi, **1 000 cafés vient s'insérer dans des pratiques de gestion commerciale préexistantes** ayant fait l'objet de processus locaux de mise à l'agenda municipal. 1 000 cafés vient donc **institutionnaliser des interactions** entre municipalités et entrepreneur-e-s constituées d'interprétation différentes de la fonction commerciale, de l'action publique municipale, etc.



Inauguration du café de Grace-Uzel (22), 2023
(crédit photo : 1 000 cafés – Groupe SOS)

La professionnalisation des élus ruraux sous le prisme de la fabrication de l'action publique locale

Etudier les configurations localisées du programme 1 000 cafés permet de comprendre les conditions de sa réception et, ainsi, les processus par lesquels l'instrumentation du commerce rural, sous sa forme entrepreneuriale, **continue de ressurgir depuis cinq décennies**. En partant du travail d'intermédiation réalisé par les salarié-e-s de 1 000 cafés et de leurs outils professionnels, il s'agit donc de s'intéresser **aux dispositions multiples et contradictoires que le programme vient activer** chez les élu-e-s locaux quant à leur manière d'interpréter et de mettre en œuvre la gestion commerciale. L'analyse exploratoire a permis de mettre au jour la diversité des profils professionnels et partisans des maires, amenant notamment à explorer :

- Les logiques de **conversion des dispositions** acquises dans le monde professionnel en dispositions mobilisables dans la fabrication de l'action publique ;
- Et notamment leur rôle dans les interprétations et légitimations plurielles du **commerce comme catégorie d'action publique** ;
- La pertinence des **forums localisés** des politiques publiques ;

L'enquête propose ainsi de s'intéresser aux **processus plus informels de professionnalisation des élu-e-s municipaux**.

Méthodologie d'enquête

Pour saisir la dimension historique du programme 1 000 cafés et de ses configurations localisées, l'enquête a recours à **l'analyse documentaire et à l'entretien informatif**. Pour saisir la complexité de la réception et de la mise en œuvre localisée du programme, l'enquête privilégie **l'ethnographie du travail salarié d'intermédiation, l'ethnographie multi-située** de plusieurs configurations localisées du programme, ainsi que **l'entretien biographique** auprès d'élue-s.